

Un jeune politologue américain critique l'état des sociétés occidentales...

écrit par Antiislam | 27 août 2018

EXCLUSIF – L'essai du jeune politologue américain, Yascha Mounk *Le Peuple contre la démocratie*, écrit dans la foulée de l'élection de Donald Trump, a été l'un des plus commentés récemment aux États-Unis, il paraît en français ce mercredi. En exclusivité, *Le Figaro* en publie de larges extraits.

Les démocraties libérales occidentales ne sont pas immuables.

La montée en puissance des partis dits «populistes» n'est pas conjoncturelle, mais constitue le symptôme d'une crise profonde de notre système politique en voie de «déconsolidation».

Telle est la thèse du jeune politologue américain, Yascha Mounk (36 ans), professeur à Harvard.

Son point de vue est celui d'un libéral convaincu.

Cependant, à la critique stérile et facile des «populismes», il préfère l'analyse serrée.

La crise de la démocratie libérale s'explique, selon Mounk, par plusieurs facteurs: la dérive juridique et technocratique de la politique, qui reflète de moins en moins les opinions de la majorité ; l'impact des réseaux sociaux, qui court-circuitent les médias traditionnels ; l'immigration de masse, qui bouscule les cohésions nationales et la stagnation économique qui annihile la promesse du progrès.

Son essai, *Le Peuple contre la démocratie*, écrit dans la

foulée de l'élection de Donald Trump, a été l'un des plus commentés récemment aux États-Unis. Il paraît ce mercredi en français aux Éditions de l'Observatoire. En exclusivité, *Le Figaro* en publie de larges extraits.

Nouveau monde

Il y a les longues décennies pendant lesquelles l'histoire donne l'impression d'avancer comme un escargot.

Des élections sont perdues ou gagnées, des lois abrogées ou adoptées, de nouvelles stars apparaissent et des légendes sont conduites au tombeau.

Mais pour tout ce qui concerne les affaires ordinaires du temps qui va, les agencements fondamentaux de la culture, de la société et de la politique demeurent identiques à eux-mêmes.

Et puis il y a les brèves années au cours desquelles tout change en une seule fois.

Des nouveaux venus font irruption sur la scène politique.

Les électeurs portent aux nues des idées qui semblaient impensables la veille.

Un système de gouvernement qui paraissait immuable donne l'impression de pouvoir soudain s'effondrer.

C'est ce genre de moment que nous sommes en train de vivre.

Démocratie illibérale

[La Hongrie](#) n'est plus une démocratie libérale.

Mais alors, qu'est-elle?

Au fil des ans, Orbán a répondu à cette question avec une

clarté croissante.

La démocratie, soutient-il, doit être hiérarchique davantage que libérale.

Sous sa férule, la Hongrie doit devenir un «nouvel État antilibéral reposant sur des fondements nationaux».

Il s'agit d'une bien meilleure description de son entreprise que celles que la plupart des observateurs étrangers ont été capables de proposer.

Ces derniers se sont contentés de décrire celle-ci comme non démocratique...

C'est une erreur de penser que toutes les démocraties sont libérales par nature.

La démocratie hiérarchique permet aux dirigeants élus par le suffrage populaire de mettre en œuvre la volonté populaire de la manière dont ils l'interprètent, sans se préoccuper des droits et intérêts de minorités agissantes.

La prétention d'un tel régime à se présenter comme démocratique n'a même pas besoin de relever de la manipulation.

Ce qui le distingue des formes de démocraties libérales auxquelles nous sommes habitués n'est pas le manque de démocratie ; c'est le manque de respect à l'égard des institutions indépendantes et des libertés individuelles.

Technocratie

L'émergence des démocraties antilibérales, ou des démocraties sans liberté, n'est qu'une seule face de la politique des premières décennies du XXIe siècle.

Car même si le scepticisme des citoyens ordinaires à l'égard des pratiques et institutions libérales a crû, les élites

politiques ont tenté de se protéger de leur colère.

Le monde est compliqué, insistent-ils – et nous travaillons dur afin de trouver les réponses adéquates. Si le peuple continue à demeurer si rétif à l'encontre des sages opinions proférées par les élites, il faut donc qu'il soit éduqué, ignoré ou soumis de force.

(NDLR. On croirait lire du Richard Ferrand dans le texte, ici :

<http://www.europe1.fr/societe/les-europeennes-un-choix-entre-l-ue-de-macron-et-celle-dorban-et-salvini-souligne-ferrand-3740522#xtor=CS1-16>

)

Cette attitude n'a jamais été manifestée de façon aussi criante que dans les [premières heures du 13 juillet 2015](#).

La grande récession née de la crise de 2008 avait légué à la Grèce une masse considérable de dettes.

Les économistes savaient que le pays ne serait jamais en mesure de rembourser tout ce qu'il devait ; la plupart d'entre eux s'accordaient même à considérer qu'une politique d'austérité n'aboutirait à rien d'autre qu'à infliger de nouveaux dommages à une économie ruinée.

Mais si l'Union européenne autorisait la Grèce à faire défaut, les investisseurs risquaient de craindre que des pays bien plus importants, comme l'Espagne ou l'Italie, puissent faire de même.

C'est pourquoi les technocrates de Bruxelles décidèrent que, pour que le reste du système monétaire européen survive, la Grèce souffrirait...

L'ascension des populistes en Hongrie et le règne des technocrates en Grèce semblent constituer deux pôles

diamétralement opposés.

Dans un cas, la volonté du peuple a abouti à l'éviction des institutions indépendantes supposées protéger l'État de droit et les droits des minorités.

Dans l'autre cas, ce sont la force des marchés et les convictions des technocrates qui ont entraîné la mise au placard de la souveraineté populaire.

Mais la Hongrie et la Grèce sont en vérité les deux faces d'une même pièce.

Dans la plupart des démocraties du globe, deux développements en apparence distincts se sont produits.

D'un côté, les préférences du peuple sont devenues de plus en plus antilibérales: les électeurs sont de moins en moins patients à l'égard des institutions indépendantes et de moins en moins désireux de tolérer les droits des minorités ethniques ou religieuses.

De l'autre, les élites se sont emparées du système politique et l'ont rendu de plus en plus sourd: les puissants sont de moins en moins nombreux et de moins en moins décidés à céder aux vues du peuple.

C'est ainsi que le libéralisme et la démocratie, les deux éléments cruciaux de nos systèmes politiques, sont désormais entrés en conflit.

Révolution numérique

Jusqu'à la fin du Moyen Âge, diffuser des informations à un grand nombre de personnes était atrocement cher et compliqué.

Pour copier un long texte, un copiste professionnel ou un moine devait retranscrire à la main chaque mot du manuscrit original.

C'est pourquoi l'information écrite n'était réservée qu'à une élite choisie. Partager un écrit avec cinquante ou cent personnes constituait une entreprise considérable.

Le partager avec des milliers était la prérogative exclusive des rois et des plus hautes figures du clergé.

Les limites technologiques à la diffusion de l'information écrite permirent le renforcement de l'orthodoxie politique et religieuse: dès lors que la dissémination des idées restait aux mains des prêtres et des princes, écraser l'expression du désaccord politique ou de l'hérésie religieuse était facile.

Il ne fait aucun doute que l'imprimerie joua un rôle majeur dans le renouvellement des idées et la diffusion rapide de l'alphabétisation qui prirent place aux XVIe et XVIIe siècles.

Mais même si l'imprimerie est à juste titre célébrée comme une des inventions les plus capitales de l'histoire de l'humanité, elle a aussi produit des centaines de milliers de victimes.

Une fois les idées religieuses diffusées sur tout le continent, les guerres de croyance se multiplièrent.

Et une fois que les voix discordantes purent communiquer avec leurs semblables, leur capacité à instiguer des soulèvements violents augmenta d'autant.

Autrement dit, l'imprimerie diffusa la mort aussi bien que la culture, l'instabilité et le chaos aussi bien que l'émancipation.

Ces dernières années, une série d'auteurs ont comparé l'invention des technologies numériques – et surtout les réseaux sociaux – à celle de l'imprimerie.

Comme l'a écrit Clay Shirky, «avant, il fallait être propriétaire d'un pylône radiophonique, d'une tour de télévision ou d'une imprimerie.

Aujourd'hui, il suffit d'avoir accès à un café Internet ou une bibliothèque publique pour pouvoir publier ses idées». Heather Brooke dit la même chose de manière encore plus concise: «Notre imprimerie est Internet, écrit-elle. Nos cafés sont les réseaux sociaux.»

Révolution démographique

Avec le recul de l'histoire, la vitesse à laquelle des pays hautement homogènes se sont hétérogénéisés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale est remarquable.

Au Royaume-Uni, par exemple, «le nombre de citoyens appartenant à des minorités ethniques (se limitait) à quelques dizaines de milliers dans les années 1950».

Aujourd'hui, ils sont plus de 8 millions. Les choses sont plus ou moins identiques dans presque toute l'Europe occidentale [...]

Aujourd'hui, à peu près 17 millions d'immigrés et leurs descendants vivent en Allemagne.

En Italie, le bond est bien plus récent, mais il a été tout aussi rapide: en 2002, le pays ne comptait qu'un peu plus d'un million de résidents étrangers.

En 2011, ils étaient plus de 4 millions.

Une fois que l'immigration de masse dans des sociétés qui se définissaient par une culture et une ethnicité partagée commença, la tension entre la théorie et la pratique devint de plus en plus explosive. Les craintes relatives à l'immigration se situent au sommet des préoccupations des électeurs à travers l'Europe.

En 2016, par exemple, 71 % des Danois, 77 % des Hongrois et 57 % des Allemands désignèrent l'immigration comme le problème politique le plus urgent ; il n'y a que dans un seul pays

membre de l'UE sur vingt-sept que les électeurs ne mentionnèrent pas l'immigration comme une de leurs deux préoccupations majeures.

(Pendant ce temps, aux États-Unis, 70 % des électeurs reconnurent que l'immigration constituait un critère important de leur choix lors des élections de 2016, là où ils n'étaient que 41 % en 2012.)

D'après une vaste série d'études, il apparaît clairement que les positions relatives à l'immigration constituent un des meilleurs facteurs de prédiction des intentions de vote d'un individu: une opinion négative à propos des immigrés et des minorités ethniques entraîne une corrélation directe avec le soutien pour tout ce qui va du Brexit à Marine Le Pen.

Stagnation économique

L'effet combiné du ralentissement de la croissance et de l'augmentation des inégalités a conduit à la stagnation du niveau de vie de la majorité de la population.

Le constat est particulièrement clair en ce qui concerne les États-Unis: de 1935 à 1960, le niveau de vie du foyer américain moyen doubla. De 1960 à 1985, il doubla à nouveau.

Depuis 1985 il n'a pas bougé pour l'essentiel: le foyer américain moyen n'est pas plus riche aujourd'hui qu'il ne l'était il y a trente ans.

Ce changement est douloureux pour les personnes âgées, qui ont vu l'amélioration de leur situation économique soudain stoppée au milieu de leur vie.

Mais il est encore plus perturbant pour les jeunes gens élevés dans la promesse que leur travail se traduirait par une amélioration de leur position de fortune – et qui, à la place, se sont retrouvés dans une situation pire que celle que leurs parents avaient atteinte sans effort à leur âge...

Si l'on se tourne vers une série d'indicateurs non économiques de la qualité de la vie, c'est le même son de cloche qu'on entend.

Prenons l'exemple de l'espérance de vie.

Dans la période d'après-guerre, le nombre d'années qu'un individu moyen était susceptible de vivre continua à croître rapidement.

Mais au fur et à mesure que le progrès médical se ralentit, ces chiffres se sont mis à stagner.

Et comme l'ont montré Anne Case et Angus Deaton, l'espérance de vie d'un Américain blanc a diminué pour la première fois de l'histoire:

«De 1978 à 1998, le taux de mortalité des Américains blancs âgés de 45 à 54 ans a diminué de 2 % par an en moyenne.» Depuis 1998, en revanche, «la mortalité a augmenté d'un demi pour cent par an».

La leçon à méditer est donc identique même si l'on élargit la perspective au-delà des données économiques au sens strict: depuis le début de la révolution industrielle et l'aube de la démocratie moderne, les individus ont bénéficié d'une amélioration considérable de leurs conditions de vie, génération après génération.

Depuis un quart de siècle, leurs gains sont devenus presque nuls.

Quel sera l'impact de la frustration qui en résultera?

Note d'Antiislam

L'auteur se trompe : il ne s'agit pas de revenir sur la "démocratie". Il s'agit de revenir à une démocratie pleine et entière.

Comme si le libéralisme était synonyme de démocratie, de liberté politique.

Un commentateur libéral citait sur notre site le classement de la "Héritage Foundation" plaçant Qatar et Bahrein avant la France quant à la liberté !!

Il s'agissait de la seule liberté ... économique.

Preuve que les libéraux dissocient les libertés contrairement à ce qu'il prétendent partout.

Il est clair que quand le système (politique, médiatique, judiciaire) est organisé pour nous servir comme alternative à Juppé, Macron ... puis comme alternative à Macron, Péresse ou Bertrand ... et pourquoi pas, pour plus tard, de Calan comme alternative à Péresse, il n'y a pas de démocratie.

Tous ces gens sont des clones, ils mettent tous en oeuvre depuis 30 ans la même politique immigrationniste, européiste, islamolâtre et j'en passe, vomie désormais par une majorité de citoyens français.

On ne peut pas du tout parler de démocratie, mais d'un système oligarchique totalement clos avec ses trois portes de prison : les politiciens bien-pensants, les juges et les médias ...